

Gelet op het voorstel van de Algemene Dienst Onderwijs georganiseerd door de Federatie Wallonië-Brussel van 11 mei 2017;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De basisschool verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux » wordt omgevormd in een lagere school en in een kleuterschool verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux ».

**Art. 2.** De lagere school verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux » bevindt zich rue Gustave Docq 26, te 5030 Gembloux en bevat een vestigingsplaats.

**Art. 3.** De kleuterschool verbonden aan het « Athénée royal de Gembloux » bevindt zich avenue de la Charte d'Otton 1, te 5030 Gembloux en bevat drie vestigingsplaatsen gelegen :

Avenue de la Charte d'Otton 1, te 5030 Gembloux (hoofdvestigingsplaats) ;

Place Saint-Guibert, te 5030 Gembloux ;

Rue des Champs 9, te 5030 Gembloux.

**Art. 4.** Een stamnummer wordt toegekend aan de kleuterschool verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux » gelegen avenue de la Charte d'Otton 1, te 5030 Gembloux.

**Art. 5.** De personeelsleden die op 31 augustus 2017 vastbenoemd worden en die aangewezen worden voor de basisschool verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux », worden op 1 september 2017 geacht aangewezen te zijn ofwel voor de lagere school, ofwel voor de kleuterschool, alle beide verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux ».

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 48 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen en tijdens de schooljaren 2017-2018 en 2018-2019, worden de dagen die gepresteerd worden binnen de basisschool verbonden aan het « Athénée Royal de Gembloux » opgeteld om in aanmerking te komen voor de verandering van affectatie van de personeelsleden bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

**Art. 7.** Een betrekking van directeur van de basisschool wordt opgericht.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Brussel, 4 oktober 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/31865]

**18 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions de soins de santé acquises dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE;

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, les articles 102 et suivants;

Vu l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, l'article 12;

Vu l'arrêté royal du 14 avril 2013 fixant la procédure applicable à la reconnaissance des qualifications professionnelles relatives aux professions de soins de santé acquises dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2017;

Vu le « test genre » du 29 juin 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant que la concertation prévue à l'article 12, § 2, l'accord de coopération-cadre ne peut avoir lieu dès lors que l'organe de concertation visé à l'article 8 dudit n'a pas encore été constitué;

Vu l'urgence;

Considérant que dans un souci de sécurité juridique, il convient de fixer la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles professions de soins de santé acquises dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique compte tenu de l'échéance de la période transitoire fixée au 31 décembre 2015 par le protocole du 15 mai 2014 entre l'Etat fédéral, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire commune, concernant l'exercice des compétences transférées aux entités fédérées dans le domaine de la santé publique et des soins de santé pour la période transitoire dans le cadre de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 61.849/2/V, donné le 21 août 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;
- 2° « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
- 3° « Loi » : la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 4° « Directive » : la directive 2005/36/CE du Parlement Européen et du Conseil 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
- 5° « Reconnaissance automatique » : la reconnaissance automatique de qualification professionnelle sur la base de la coordination des conditions minimales de formation visée à l'article 106 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;
- 6° « Régime général de reconnaissance » : le régime général de reconnaissance de qualification professionnelle visé au titre III de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE;
- 7° « Carte professionnelle européenne » : la carte professionnelle européenne visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, o) de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE;
- 8° « IMI » : système d'information du marché intérieur régi par le règlement 1024/2012/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, s) et dont la confection est précisée au Titre I<sup>er</sup>/I, de cette loi;
- 9° « Demandeur » : le ressortissant d'un Etat membre visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, m), de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE.

#### CHAPITRE 2. — *De la reconnaissance automatique*

**Art. 2.** La demande de reconnaissance automatique relative à une qualification professionnelle d'une profession de soins de santé est adressée à l'Administration soit par courrier postal, soit par la demande de carte professionnelle européenne par l'intermédiaire de l'outil en ligne fourni par la Commission européenne qui crée automatiquement un dossier IMI.

Le demandeur joint à sa demande de reconnaissance automatique d'une qualification professionnelle :

- 1° une copie de la qualification professionnelle sur laquelle il se base et, le cas échéant, une preuve de son expérience professionnelle;
- 2° une preuve de nationalité;
- 3° un extrait de casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré par une autorité compétente de l'Etat membre d'origine ou de provenance et datant de moins de trois mois lors de l'introduction de la demande;
- 4° un certificat délivré par l'Etat membre d'origine ou de provenance du demandeur déclarant que le titre de formation est en conformité avec le titre visé dans la Directive, tel que visé par le Ministre ayant la santé publique dans ses attributions;
- 5° une attestation de bonne conduite professionnelle datant de moins de trois mois lors de l'introduction de la demande.

Le dossier de la demande comprend également toute autre pièce justificative établissant que le demandeur satisfait aux conditions de reconnaissance professionnelle.

**Art. 3.** L'Administration accuse réception de la demande de reconnaissance dans un délai d'un mois.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande au demandeur de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne soumet pas le(s) document(s) manquant(s) dans les trois mois de la demande pour compléter son dossier, l'Administration clôture la demande et en informe ensuite le demandeur par envoi recommandé.

**Art. 4.** L'Administration vérifie si les documents présentés par le demandeur sont authentiques et examine si le titre présenté par le demandeur répond aux conditions minimales de formation fixées conformément à l'article 106 de la loi.

**Art. 5.** Le Ministre ou son délégué rend une décision dans un délai de trois mois à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par envoi recommandé.

CHAPITRE 3. — *Du régime général de reconnaissance*

**Art. 6.** La demande de reconnaissance relative à une qualification professionnelle d'une profession de soins de santé soumise au régime général de reconnaissance est adressée à l'Administration soit par courrier postal, soit par la demande de carte professionnelle européenne par l'intermédiaire de l'outil en ligne fourni par la Commission européenne qui crée automatiquement un dossier IMI.

Le demandeur joint à sa demande de reconnaissance d'une qualification professionnelle :

1° une copie de la qualification professionnelle sur laquelle il se base et, le cas échéant, une preuve de son expérience professionnelle;

2° le programme officiel de la formation ayant mené à la qualification professionnelle;

3° une preuve de nationalité;

4° un extrait de casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré par une autorité compétente de l'Etat membre d'origine ou de provenance et datant de moins de trois mois lors de l'introduction de la demande.

Le dossier de la demande comprend également toute autre pièce justificative établissant que le demandeur satisfait aux conditions de reconnaissance professionnelle.

**Art. 7.** L'Administration accuse réception de la demande de reconnaissance dans un délai d'un mois.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande au demandeur de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne complète pas son dossier dans les trois mois de la demande, l'Administration peut clôturer la demande et en informe le demandeur par envoi recommandé.

**Art. 8.** La demande de reconnaissance est soumise à un examen approfondi de l'Administration qui peut, le cas échéant, solliciter l'avis de la Commission d'agrément du titre professionnel concerné ou d'un groupe d'experts désignés à cet effet.

L'Administration examine si le demandeur est susceptible de pouvoir bénéficier du régime général de reconnaissance et s'il possède les qualifications professionnelles et l'expérience requises.

**Art. 9.** Le Ministre ou son délégué rend une décision dans un délai de quatre mois à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par envoi recommandé.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** Les dossiers qui sont déjà en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traités conformément au présent arrêté.

**Art. 11.** L'arrêté royal du 14 avril 2013 fixant la procédure applicable à la reconnaissance des qualifications professionnelles relatives aux professions de soins de santé acquises dans un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 octobre 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31865]

**18 OKTOBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidszorgberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, de artikelen 102 en volgende;

Gelet op het kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn, artikel 12;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 april 2013 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidsberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 mei 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 juli 2017;

Gelet op de "gendertest" van 29 juni 2017, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1° van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat het overleg bedoeld in artikel 12, § 2 van het kaderakkoord tot samenwerking niet kan plaatsvinden aangezien het in artikel 8 van dat akkoord bedoelde overlegorgaan nog niet samengesteld is;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, met het oog op een betere rechtsveiligheid, de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidszorgberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België dient te worden vastgesteld, gelet op het einde van de overgangperiode, op 31 december 2015 vastgesteld door het protocol van 15 mei 2014 afgesloten tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot de uitoefening van de aan die deelstaten toegewezen bevoegdheden op het vlak van volksgezondheid en gezondheidszorg tijdens de overgangperiode in het kader van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.849/2/V, op 21 augustus 2017 gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° “Minister” : de minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgverstrekkers;

2° “Administratie” : de algemene directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van het ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° “Wet” : de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

4° “Richtlijn” : richtlijn 2005/36/ EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

5° “Automatische erkenning” : de automatische erkenning van een beroepsbekwaamheid op basis van de coördinatie van de minimumopleidingseisen bedoeld in artikel 106 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

6° “Algemeen erkenningsstelsel” : het algemeen stelsel voor de erkenning van de beroepskwalificatie bedoeld in titel II van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;

7° “Europese beroepskaart” : de Europese beroepskaart bedoeld in artikel 2, § 1, o) van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;

8° “IMI” : het informatiesysteem van de interne markt geregeld bij verordening 1024/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012, bedoeld in artikel 2, § 1, s), verwezenlijkt volgens de in Titel I/1 van die wet vastgestelde regels;

9° “Aanvrager” : onderdaan van een lidstaat bedoeld in artikel 2, § 1, m) van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.

#### HOOFDSTUK 2. — *Automatische erkenning*

**Art. 2.** De aanvraag om automatische erkenning van een beroepskwalificatie betreffende een gezondheidszorgberoep wordt gericht aan de administratie ofwel bij en postbrief ofwel door de aanvraag om een Europese beroepskaart door middel van het door de Europese Commissie bezorgde online-instrument, dat een IMI-dossier automatisch tot stand brengt.

De aanvrager voegt bij zijn aanvraag om automatische erkenning van zijn beroepskwalificatie :

1° een afschrift van de beroepskwalificatie waarop hij steunt en, in voorkomend geval, een bewijs van zijn beroepservaring;

2° het bewijs van zijn nationaliteit;

3° een uittreksel uit het strafregister of, bij ontstentenis daarvan, een gelijkwaardig document, uitgereikt door een bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong of van herkomst, dat bij de indiening van de aanvraag minder dan drie maanden oud is;

4° een getuigschrift uitgereikt door de lidstaat van oorsprong of herkomst van de aanvrager waarbij wordt bevestigd dat het opleidingsbewijs in overeenstemming is met het bewijs bedoeld in de richtlijn, zoals geïllustreerd door de Minister bevoegd voor volksgezondheid;

5° een attest van goed professioneel gedrag dat bij de indiening van de aanvraag minder dan drie maanden oud is.

Het dossier van de aanvraag omvat eveneens elk ander bewijsstuk dat bevestigt dat de aanvrager aan de voorwaarden inzake beroepserkenning voldoet.

**Art. 3.** De administratie meldt ontvangst van de aanvraag om erkenning binnen een termijn van één maand.

Wanneer het dossier onvolledig is, verzoekt de administratie de aanvrager om overlegging van het (de) ontbrekende document(en). Indien de aanvrager het (de) ontbrekende document(en) niet binnen de drie maanden na indiening van het verzoek overlegt om zijn dossier aan te vullen, sluit de administratie de aanvraag af en brengt er vervolgens de aanvrager bij aangetekend schrijven op de hoogte van.

**Art. 4.** De administratie kijkt na of de documenten die door de aanvrager worden overgelegd authentiek zijn en of het bewijs dat door de aanvrager wordt overgelegd beantwoordt aan de minimumvoorwaarden inzake opleiding die overeenkomstig artikel 106 van de wet vastgesteld zijn.

**Art. 5.** De Minister of diens afgevaardigde neemt een beslissing binnen een termijn van drie maanden na de ontvangst van het volledige dossier door de administratie.

De administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Minister of diens afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen mee. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze de aanvrager bij aangetekend schrijven meegedeeld.

### HOOFDSTUK 3. — *Algemeen erkenningsstelsel*

**Art. 6.** De aanvraag om erkenning van de beroepskwalificatie betreffende een gezondheidszorgberoep die onder het algemeen erkenningsstelsel valt, wordt aan de administratie ofwel bij een postbrief ofwel via een aanvraag om Europese beroepskaart gericht door middel van het online-instrument dat wordt bezorgd door de Europese Commissie, die een IMI-dossier automatisch tot stand brengt.

De aanvrager voegt bij zijn aanvraag om erkenning van zijn beroepskwalificatie :

1° een afschrift van de beroepskwalificatie waarop hij steunt en, in voorkomend geval, een bewijs van zijn beroepservaring;

2° het officiële programma van de opleiding die tot de beroepskwalificatie heeft geleid;

3° het bewijs van zijn nationaliteit;

4° een uittreksel uit het strafregister of, bij ontstentenis daarvan, een gelijkwaardig document, uitgereikt door een bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong of van herkomst, dat bij de indiening van de aanvraag minder dan drie maanden oud is.

Het dossier van de aanvraag omvat eveneens elk ander bewijsstuk dat bevestigt dat de aanvrager aan de voorwaarden inzake beroeps erkenning voldoet.

**Art. 7.** De administratie meldt ontvangst van de aanvraag om erkenning binnen een termijn van één maand.

Wanneer het dossier onvolledig is, verzoekt de administratie de aanvrager om overlegging van het (de) ontbrekende document(en). Indien de aanvrager het (de)ontbrekende document(en) niet binnen de drie maanden na indiening van het verzoek overlegt om zijn dossier aan te vullen, sluit de administratie de aanvraag af en brengt er vervolgens de aanvrager bij aangetekend schrijven op de hoogte van.

**Art. 8.** De aanvraag om erkenning wordt grondig onderzocht door de administratie, die, in voorkomend geval, het advies van de commissie voor de erkenning van het betrokken beroepsbekwaamheidsbewijs of van een daartoe aangewezen deskundigengroep vraagt.

De administratie kijkt na of de aanvrager voor het algemeen erkenningsstelsel in aanmerking kan komen en of hij de vereiste beroepskwalificaties en ervaring bezit.

**Art. 9.** De Minister of diens afgevaardigde neemt een beslissing binnen een termijn van vier maanden na de ontvangst van het volledige dossier door de administratie.

De administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Minister of diens afgevaardigde binnen een termijn van dertig dagen mee. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze de aanvrager bij aangetekend schrijven meegedeeld.

### HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De dossiers waarvan het onderzoek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds aan de gang is, worden overeenkomstig dit besluit behandeld.

**Art. 11.** Het koninklijk besluit van 14 april 2013 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidsberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** De minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 oktober 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE